

Partie B

B2 Dispositions de l'appel d'offres

- 1. WAKO Lot 4.1 Villaz-St-Pierre - Rosé : VF et Ouvrages – ISP 1157156**
- 2. WAKO Lot 4.2 Cottens-Neyruz : Nouvelles diagonales – ISP 1162828**

Table de matières

1.	Déroulement de la procédure	3
1.1	Type de procédure	3
1.2	Calendrier	3
1.3	Échéances importantes au cours du traitement des offres.....	3
2.	Dispositions générales.....	5
2.1	Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix	5
2.2	Communautés de mandataires, sous-mandataires	5
2.3	Séances et coordination.....	6
2.4	Confidentialité, préimplication, conflit d'intérêts	6
2.5	Accès sur et aux abords des voies	7
2.6	Promotion de la relève de mandataires (principe de parrainage).....	7
3.	Évaluation de l'offre	8
3.1	Examen formel	8
3.2	Critères d'aptitude	8
3.3	Critères impératifs d'exigences minimales.....	9
3.4	Critères d'adjudication.....	11
3.5	Rectification des offres	13
4.	Présentation de l'offre	14
4.1	Conditions	14
4.2	Exigences formelles	14

1. Déroulement de la procédure

1.1 Type de procédure

Procédure ouverte

1.2 Calendrier

Le déroulement de la procédure respecte le calendrier prévisionnel suivant:

Déroulement	Date
Publication sur SIMAP	13.05.2021
Présentation du projet	19.05.2021
Dépôt des questions écrites	27.05.2021
Réponses aux questions à partir de	01.06.2021
Dépôt de l'offre pour soumissionnaire(s) préimpliqué(s)	22.06.2021
Dépôt de l'offre	02.07.2021
Date prévue pour les rectifications (le cas échéant)	Fin juillet 2021
Date prévue d'adjudication	30.08.2021
Début prévu des travaux	01.10.2021

1.3 Échéances importantes au cours du traitement des offres

1.3.1 Présentation du projet

La direction de projet de CFF SA prévoit une présentation (pas de visite sur place) du projet comme suit:

Rubrique	Information
Date / Heure:	Mercredi 19 mai 2021 de 13.30-14.30
Lieu de rendez-vous :	Le lieu de rendez-vous sera transmis ultérieurement en fonction de l'évolution de la situation en lien avec les restrictions de rassemblement de plus de 10 personnes à l'intérieur et 15 personnes à l'extérieur.
Renseignements:	Tristan Jakob, Chef de projets CFF – tristan.jakob@sbb.ch
Programme:	Présentation du projet, du phasage, du planning et des éléments importants à prendre en compte
Participants:	1 participant par soumissionnaire
Langue:	Français
Inscription:	Jusqu'au 18.05.2021, 12h00 à tristan.jakob@sbb.ch avec les informations suivantes: – Participant (Prénom, Nom, Entreprise, adresse e-mail, n° de téléphone)
Plan d'accès:	Le lien de participation sera envoyé par e-mail en amont (vidéoconférence).
Remarques:	La participation est vivement recommandée. Les informations fournies lors de la visite seront présumées connues lors de l'évaluation des offres (SIA 118 article 16). Toutes les questions sont à formuler par écrit.

	Aucune réponse à des question ne sera donnée, à l'exception des questions de compréhension. Les questions pertinentes seront retenues et les réponses seront données dans le cadre du traitement des questions-réponses à tous les participants.
--	--

1.3.2 Informations (Questions - Réponses)

Les questions relatives à l'appel d'offres doivent être formulées par écrit sur le forum du site www.simap.ch. Les réponses aux questions seront mises à disposition de tous les fournisseurs (sans mention d'origine). Aucune information ne sera donnée par téléphone ou verbalement.

2. Dispositions générales

2.1 Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix

2.1.1 Répartition en lots

Aucune division du mandat en lots n'est prévue.

2.1.2 Offres partielles

Les offres partielles ne sont pas admises.

2.1.3 Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

2.1.4 Types de prix

Les types de prix différents de ceux indiqués dans l'appel d'offres, notamment les forfaits ou forfaits partiels, ne sont pas autorisés.

2.2 Communautés de mandataires, sous-mandataires

2.2.1 Communautés de mandataires

Les membres d'une communauté de mandataires forment une société simple et doivent en confier le pilotage à une entreprise. Ils sont solidairement responsables. La composition d'une communauté de mandataires ne doit pas être modifiée une fois les offres et ce jusqu'à l'adjudication.

Chaque soumissionnaire peut déposer une offre seul ou avec d'autres entreprises au sein d'une communauté de mandataires; la candidature d'une entreprise en tant que membre d'une communauté dans plus d'une communauté de mandataires n'est pas autorisée.

Une entreprise peut soit faire partie d'une communauté de mandataires soit participer en tant qu'entreprise sous-traitante.

Les communautés de mandataires peuvent:

- ouvrir un propre compte, sur lequel CFF SA peut effectuer leurs paiements avec effet libératoire. Dans la mesure du possible, la désignation et le numéro du compte doivent être indiqués dans l'offre, ou au plus tard avant la finalisation du contrat.
- demander un n° de TVA propre auprès de l'Administration fédérale des contributions, division de la TVA. CFF SA exige la confirmation de l'enregistrement du consortium au registre des contribuables et la communication du n° de TVA dans un délai d'un mois après la signature du contrat.

A défaut de fourniture des justificatifs / données requises, et en cas de retard de paiement en découlant, les éventuelles pertes d'escompte sont à la charge du soumissionnaire.

2.2.2 Sous-mandataires

Les sous-mandataires sont autorisés.

Dans la partie F1 Offre, il faut spécifier les principales activités des sous-mandataires pour que le maître d'ouvrage dispose d'un aperçu des prestations en sous-traitance.

2.3 Séances et coordination

Le soumissionnaire doit prévoir toutes les séances qu'il estime nécessaires pour mener à bien le projet. CFF SA prévoit la grille des réunions suivante:

Séances					Maître d'ouvrage		Planificateur		Entreprise	
Type	Type de séance	Fréquence	Durée	Lieu	DGT	SS	CPr	BT	DTec	CC
A	Séance de coordination	mensuel	2h	Tronçon VSP-Rosé	♦X	X	X	X	X	X
B	Séance technique	selon besoin	2h	Tronçon VSP-Rosé	(X)	(X)	♦X	X	(X)	X
C	Séance de la direction des travaux	1 x par semaine	2h	Tronçon VSP-Rosé		(X)	(X)	♦X	(X)	X

♦X Présidence DGT Directeur général des travaux BT Direction des travaux
X Participation impérative SS Services spécialisés DTec Direction technique
(X) Participation selon besoin CPr Chef de projets CC Chef de chantier

Le traitement des sûretés, ainsi que la coordination avec des entreprises tierces et les prestations CFF, ont lieu au cours des réunions B et C dans la langue officielle du chantier.

2.4 Confidentialité, préimplification, conflit d'intérêts

2.4.1 Confidentialité

Les documents et informations fournis par le soumissionnaire sont utilisés exclusivement dans le cadre de la procédure de sélection en cours. Ils sont traités de manière confidentielle. Les documents ne sont pas restitués au soumissionnaire au terme du processus d'acquisition.

2.4.2 Préimplification

L'entreprise OPAN Concept SA à CH-2002 / Neuchâtel a élaboré l'étude préliminaire et a terminé son mandat. Les documents du projet élaborés par cette entreprise sont joints dans leur intégralité au devis descriptif. Le délai de présentation d'une éventuelle offre par l'entreprise préimpliquée expire le 14.06.2021. Le délai indiqué au ch. 1.4 du masque SIMAP s'applique à tous les autres soumissionnaires. Compte tenu de ces mesures, l'entreprise OPAN Concept SA est admise à soumissionner (art. 14 al. 2 LMP).

2.4.3 Exclusion

Le bureau IUB Engineering SA agit comme BAMO. Il est donc exclu de la présente procédure d'appel d'offres.

2.4.4 Conflit d'intérêts

CFF SA relève que les soumissionnaires qui prennent (ou ont pris) part à l'étude / la conception d'un projet de construction / de réalisation (projet de construction / concept général, documents d'appel d'offres techniques et financiers) seront dans certains cas, en raison d'une préimplification, exclus d'un éventuel appel d'offres pour la phase de réalisation. Les sociétés au sein desquelles le soumissionnaire détient des participations sont soumises au même traitement. L'entreprise détenant une participation dans une société travaillant sur une étude de projet et/ou réalisant un projet devra le signaler à CFF SA.

Dans le cas où le mandataire / l'entrepreneur détient une participation dans une société, il devra introduire des mesures pour éviter tout conflit d'intérêts et les communiquer par écrit à CFF SA.

Ces mesures doivent être citées et expliquées dans un chapitre de l'offre, partie F1 Offre des documents de l'appel d'offres.

2.5 Accès sur et aux abords des voies

Il est interdit d'accéder sur et aux abords des voies ferroviaires lors du traitement de l'offre. Toute visite doit être convenue au préalable avec la direction de projet de CFF SA, qui définira également les mesures de sécurité requises à cet égard.

2.6 Promotion de la relève de mandataires (principe de parrainage)

2.6.1 Situation initiale

La Suisse manque d'un programme de relève des mandataires qualifiés. Disposée à améliorer cette situation, CFF SA encourage la relève des mandataires en proposant aux jeunes professionnels d'acquérir de l'expérience dans le traitement de projets ferroviaires.

2.6.2 Objectif

L'objectif est de permettre à de jeunes professionnels d'assumer des fonctions-clés au terme d'une introduction appropriée et via un accompagnement dans leur travail par des personnes expérimentées. Ils seront ainsi en mesure d'acquérir l'expérience et les références nécessaires à leurs prochaines candidatures.

2.6.3 Procédure

Pour promouvoir la relève, CFF SA utilise le principe du parrainage. Le mandataire expérimenté (personne-clé/parrain) encadre un jeune mandataire (junior). Le mandataire junior assiste la personne-clé dans son travail et profite de son expérience pratique. Il assume progressivement des tâches partielles plus complexes et davantage de responsabilités.

2.6.4 Conditions de l'appel d'offres

- L'application du principe de parrainage et le recours à un mandataire junior sont facultatifs.
- Le principe de parrainage est autorisé une seule fois par appel d'offres/mandat.
- Le soumissionnaire est libre de choisir la personne-clé et la période d'intervention du jeune mandataire.
- Celui-ci doit présenter le potentiel requis. La décision d'autorisation repose sur les données relatives au mandataire junior et au principe de parrainage.
- Si l'application proposée du principe de parrainage et/ou le mandataire junior prévu ne sont pas considérés comme convaincants, CFF SA est libre de demander des modifications.
- Le principe de parrainage n'est pas intégré à l'évaluation de l'offre (critères d'adjudication).
- L'offre de prix déterminante pour la soumission doit être présentée comme si aucun mandataire junior ne devait intervenir.

2.6.5 Preuve

- Les mêmes données doivent être fournies pour le mandataire junior et son parrain (données personnelles, qualifications). Lors de l'indication des références, il convient de présenter les expériences acquises dans le cadre d'autres projets.
- Le soumissionnaire décrit la manière dont sera appliqué le principe de parrainage. Il doit à cet effet indiquer les activités prévues du mandataire junior, son temps de présence dans le cadre du projet ainsi que la répartition du nombre d'heures de travail entre lui et son parrain.
- Le formulaire d'offre (partie F des documents d'appel d'offres) doit être utilisé pour fournir les informations relatives au mandataire junior et au principe de parrainage.

2.6.6 Rémunération

- Au titre de l'encadrement du mandataire junior pendant son temps de présence, le budget horaire proposé et/ou l'honoraire du parrain seront majorés de 10%. Un budget supplémentaire en heures résulte de cette majoration ainsi que de la différence de taux horaire entre le parrain et le mandataire junior.
- La catégorie d'honoraires D s'applique au décompte du mandataire junior.

3. Évaluation de l'offre

3.1 Examen formel

Le soumissionnaire est tenu de remettre une offre exhaustive reposant sur les documents de l'appel d'offres. Seules les offres complètes, dûment signées et présentées dans les délais sont admises à participer à la procédure d'évaluation.

3.2 Critères d'aptitude

L'évaluation de la qualification se fonde sur les critères d'aptitude (Q) impératifs suivants:

Critère impératif	Preuves/Confirmations (à justifier dans la partie F1 Offre)
Q1: Capacité suffisante en personnel et en moyens techniques	J1 Minimum 1 référence réalisée au cours des 10 dernières années remplissant les exigences suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - travaux d'infrastructure ferroviaire - travaux respectant les directives techniques suisses - ligne principale à double voie - travaux sous exploitation ferroviaire - charge de trafic ferroviaire importante (min. 100 trains/jour) Plusieurs exigences peuvent être justifiées dans le cadre du même projet. Les projets de référence doivent être terminés ou avoir été réalisés en grande partie. Si la référence exigée provient d'un sous-mandataire, le soumissionnaire doit joindre une attestation de ce dernier certifiant qu'il exécutera les prestations en cas d'adjudication.
Q2: Rapport approprié entre la valeur du marché par an et le chiffre d'affaires annuel dans le domaine mis en soumission de l'entreprise concernée (à savoir la catégorie de construction en fonction du projet) (max. 30%)	J2 Déclaration du chiffre d'affaires des trois dernières années dans le(s) domaine(s) mis en soumission.
Q3: Gestion suffisante de la qualité	J3 Copie du certificat du système de qualité selon ISO 9001 ou description du système de qualité propre à l'entreprise, non certifié. (Pour les communautés de mandataires, la preuve ne doit être apportée que par l'entreprise pilote.)

3.3 Critères impératifs d'exigences minimales

L'offre doit impérativement remplir les exigences minimales (EM) ci-dessous, faute de quoi elle ne sera pas prise en compte dans l'évaluation.

Exigence minimale	Justificatifs (à justifier dans la partie F1 Offre)
<p>EM1: Qualification suffisante de chaque personne clé prévue.</p> <p>Sont considérées comme personnes clés:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Chef de projet – Ingénieur civil spécialiste GC – Directeur des travaux – Ingénieur civil spécialiste structures 	<p>J4 Pour chaque personne clé</p> <p>J4.1 Chef de projet</p> <p>J4.2 Ingénieur civil spécialiste GC</p> <p>J4.3 Directeur des travaux</p> <p>J4.4 Ingénieur civil spécialiste structures</p> <p>Il y a lieu de fournir les preuves suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Indication sur la formation et l'expérience professionnelle du personnel clé prévu. – 1 référence d'un projet réalisé au cours des 10 dernières années et comparable sur le plan de la taille, de la complexité et des attributions du personnel clé impliqué au présent marché. Le projet de référence doit couvrir les phases partielles SIA : <ul style="list-style-type: none"> . Chef de projet : 31 à 53 . Ingénieur civil spécialiste GC : 31 à 51 . Directeur des travaux : 52 et 53 . Ingénieur civil spécialiste structures : 31 à 51. La référence fournie doit indiquer, pour l'essentiel, la fonction, les tâches principales et l'expérience acquise. Les projets de référence doivent être terminés ou avoir été réalisés en grande partie. Si la référence exigée provient d'un sous-mandataire, le soumissionnaire doit joindre une attestation de ce dernier confirmant que celui-ci exécutera les prestations en cas d'adjudication. – Connaissances linguistiques Français (niveau selon CECR ou équivalent) : <ul style="list-style-type: none"> . Chef de projet : min. C1 . Ingénieur civil spécialiste GC : min. B2 . Directeur des travaux : min. C1 . Ingénieur civil spécialiste structures : min. B2
<p>EM2: Sécurité</p> <p>Le directeur en chef des travaux doit disposer de l'attestation «Autoprotection - Déplacement sur les voies».</p>	<p>J5 Une copie de l'attestation valable «Autoprotection - Déplacement sur les voies» doit être jointe à l'offre ou l'entreprise doit s'engager à obtenir cette attestation avant le début des prestations.</p>
<p>EM3: Offre de prestations plausible</p> <p>Nombre d'heures adéquat pour les</p>	<p>J6</p> <p>J6.1 Informations sur les heures de</p>



<p>tâches à réaliser par phase/phase partielle et répartition adaptée à la mission entre les personnes clés et les autres catégories d'honoraires.</p> <p>Le maître d'ouvrage décrit la grille quantitative des heures pour la phase partielle de direction des travaux.</p> <p>Le maître d'ouvrage exige qu'une partie raisonnable des travaux soit exécutée par les personnes clés.</p>	<p>prestations prévues par phase/phase partielle (sauf direction des travaux), répartition des activités entre les personnes clés et les autres catégories d'honoraire. Le calcul du nombre d'heures prévues et de leur répartition doit être justifié de manière plausible.</p> <p>J6.2 Répartition par catégorie d'honoraire de la grille quantitative d'heures prescrite par le maître d'ouvrage pour la phase partielle de direction des travaux. Un avis sur le nombre d'heures prescrit par le maître d'ouvrage pour la direction des travaux doit être émis.</p> <p>J6.3 Information sur les heures de prestations prévues par personne clé et phase/phase partielle</p>
---	---

3.4 Critères d'adjudication

3.4.1 Contrôle des critères d'adjudication

L'offre est évaluée sur la base des critères d'adjudication (A) ci-après.

Critère d'adjudication	Pondération	Points max.	Justificatifs (à justifier dans la partie F1 Offre)
A1: * Qualification suffisante pour chaque personne clé prévue. Sont considérées comme personnes clés:	(40%)	(200)	
– le chef de projet;	15%	75	J4.1 Chef de projet (voir § 3.3.)
– l'ingénieur civil spécialiste GC	10%	50	J4.2 Ingénieur civil spécialiste GC (voir § 3.3.)
– le directeur des travaux.	10%	50	J4.3 Directeur des travaux (voir § 3.3.)
– l'ingénieur civil spécialiste structures	5%	25	J4.4 Ingénieur civil spécialiste structures (voir § 3.3.)
A2: Analyse du mandat concernant les grands axes suivants:	(30%)	(150)	J7 Les preuves suivantes s'appliquent :
– Analyse des risques	15%	75	J7.1 Identifier les 5 risques principaux du projet et les mesures permettant de les maîtriser.
– Organisation	15%	75	J7.2 Décrire l'organisation du soumissionnaire (avec organigramme) en indiquant les fonctions, tâches et relations entre les différents intervenants.
A3: Prix	30%	150	J8 Prix de l'offre
Total	100%	500	

3.4.2 Évaluation des critères d'adjudication qualitatifs (A1 à A2)

L'évaluation des critères d'adjudication qualitatifs s'effectue comme suit:

Note	Degré de satisfaction des critères	Données et réalisation
1	Très mauvais	Données insuffisantes
2	Mauvais	Données sans rapport suffisant avec le projet
3	Normal, moyen	Données de qualité moyenne, conformes aux exigences de l'appel d'offres.
4	Bon	Données de bonne qualité
5	Très bon	Données d'excellente qualité, offre hautement novatrice

Pour le critère marqué d'une * dans le tableau des critères d'adjudication, seule une note de 3 à 5 est attribuée, car un niveau de qualité minimal (= note 3) est garanti par les «exigences minimales pour la prestation à fournir» ci-avant.

Pour autant que CFF SA accepte les réserves commerciales, techniques, de processus ou juridiques du soumissionnaire, celles-ci seront quantifiées et intégrées au prix de l'offre en vue de la comparaison des offres reçues.

Prise en compte des frais supplémentaires et des économies : Si une offre conduit, dans le cadre de son exécution, à des modifications des frais incombant aux tiers et au maître d'ouvrage (trains de chantier, personnel, sécurité, livraisons, frais de projet, direction des travaux, etc.), ces frais supplémentaires et ces économies seront ajoutés ou déduits de la somme due afin de permettre la comparaison des offres.

La note multipliée par la pondération correspondante donne le nombre de points pour le critère qualitatif d'adjudication respectif.

3.4.3 Évaluation du prix (A3)

L'offre présentant le prix le plus bas obtient le maximum de points. Les offres qui dépassent de **+100%** le prix le plus bas obtiennent 0 point. L'attribution des points au sein de cette marge de fluctuation est effectuée de manière linéaire.

Pour l'attribution des points, on utilise la formule ci-après. Chaque valeur est arrondie commercialement par le bas ou par le haut au point entier.

$$\text{Points} = M * \left[\frac{P_{\max} - P}{P_{\max} - P_{\text{best}}} \right]$$

Légende:

- M = Nombre maximum de points à attribuer
- P = Prix de l'offre à évaluer
- P_{best} = Prix de l'offre la plus avantageuse
- P_{max} = Prix au niveau duquel la courbe de valeur coupe le point zéro [P_{best}*(2.0)]

Exemple de calcul

Maximum de points se rapportant au prix pour une pondération du prix de 30% = 150 points

- L'offre du soumissionnaire A s'élève au total à CHF 5 300 000.– (= prix le plus élevé).
- L'offre du soumissionnaire B s'élève au total à CHF 3 500 000.–.
- L'offre du soumissionnaire C s'élève au total à CHF 2 600 000.– (= prix le plus bas/P_{best}).

P_{max} = P_{best} x 2.0 = CHF 5 200 000.–.

Il en résulte l'attribution de points suivante:

- Le soumissionnaire A obtient 0 point: P > P_{max} (dépassement de la marge de fluctuation)
- Le soumissionnaire B obtient 98 points [150 x (5 200 000 - 3 500 000) / 5 200 000 - 2 600 000]
- Le soumissionnaire C obtient 150 points [150 x (5 200 000 - 2 600 000) / (5 200 000 - 2 600 000)]

3.4.4 Rentabilité globale

Le marché est adjugé à l'auteur de l'offre ayant obtenu le plus grand nombre de points. Si plusieurs offres présentent, après l'évaluation, le même nombre de points, le marché est adjugé au soumissionnaire qui propose le plus grand nombre de places d'apprentissage par rapport à son effectif.

CFF SA se réserve le droit d'inviter les soumissionnaires à une présentation visant à établir la pertinence de l'évaluation. Les soumissionnaires ne peuvent pas prétendre à une telle invitation.

3.4.5 Autorisations et crédit

L'adjudication dépend de l'octroi de toutes les autorisations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que de l'approbation du crédit par l'organe compétent de CFF SA.

3.4.6 Autres documents à remettre ultérieurement

Au cours de l'évaluation des offres, CFF SA se réserve le droit d'exiger des documents complémentaires tels que:

- Extrait du registre du commerce
- Extrait de la caisse de compensation (AVS, AI, AC)
- Attestation SUVA
- Assurance LPP
- Attestation de conformité fiscale
- Indications concernant les places de formation offertes
- Autres documents selon annexe 3 OMP.

3.4.7 Langue de la procédure et langue de projet

Dans le cadre du présent appel d'offres, les publications des CFF sur www.simap.ch sont en français et en allemand et les documents d'appel d'offres sont en français uniquement (langue officielle du lieu où est prévue la construction).

Les soumissionnaires sont autorisés à remettre leur offre et à poser leurs questions en tout ou partie dans l'une des trois langues officielles de la Suisse (allemand, français et italien).

En cas de contradiction entre les versions linguistiques des publications des CFF, les publications en français font foi.

La langue de la procédure (p.ex. pour les réponses aux questions et dans le cadre des rectifications) est le français.

Les interlocuteurs du mandataire auprès des CFF ou des intervenants tiers devront parler couramment le français comme langue de projet, et tous les documents de projet (rapports, plans, soumissions, rendus intermédiaires, etc.) ainsi que toute la correspondance de projet doivent être établis dans un français irréprochable.

3.5 Rectification des offres

Les prix des offres pourront être adaptés par le soumissionnaire sur demande du pouvoir adjudicateur dans le seul cadre d'une rectification effectuée soit parce qu'aucun autre moyen ne permet de clarifier l'objet du marché ou les offres ou de rendre les offres objectivement comparables sur la base des critères d'adjudication, soit parce que des modifications des prestations sont objectivement et matériellement nécessaires ; dans ce dernier cas, l'objet du marché, les critères et les spécifications ne peuvent pas être adaptés de manière telle que la prestation caractéristique ou le cercle des soumissionnaires potentiels s'en trouvent modifiés.

4. Présentation de l'offre

4.1 Conditions

L'offre doit être présentée au moyen des formulaires (partie C et F des documents de l'appel d'offres). Elle doit être rédigée dans l'une des trois langues officielles de la Suisse et libellée en CHF. Les documents complémentaires à remettre sont décrits dans la partie F1 Offre des présents documents d'appel d'offres.

Les documents complets de l'offre **datés et signés** avec les pièces jointes doivent être enregistrés électroniquement sur SharePoint CFF.

Résumé des étapes pour le dépôt des offres :

1. Transmission par le soumissionnaire **d'une adresse mail** pour le dépôt de son offre à susanne.faber@sbb.ch avec copie à maxime.bordet@cff.ch
Délai maximum pour l'envoi de l'adresse email : **jeudi 24.06.2021**
2. Attribution de l'autorisation d'accès au SharePoint par CFF
3. Confirmation de l'autorisation à effectuer par le soumissionnaire
(Vous recevrez un email que vous devrez confirmer)
4. Dépôt de l'offre sur SharePoint CFF par le soumissionnaire
(L'accès ne sera autorisé que pour l'adresse mail transmise)

Si vous rencontrez des problèmes d'accès, veuillez contacter susanne.faber@sbb.ch immédiatement.

La validité de l'offre est de six mois à partir de la date limite d'envoi des offres.

Le soumissionnaire n'est pas dédommagé pour son offre.

4.2 Exigences formelles

Est déterminant la date d'enregistrement sur la plate-forme de stockage spécifiée. Les offres ne peuvent pas être remises en mains propres ou envoyées par la poste, et ne seront pas acceptées sur place.

Un mail de confirmation du dépôt de l'offre sera envoyé à l'adresse susanne.faber@sbb.ch et maxime.bordet@cff.ch.